

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 26/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CALVADOS ROGER GROULT

clos de la Hurvanière
ST CYR DU RONCERAY
14290 Valorbiquet

Références : 2025-323
Code AIOT : 0003900336

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2025 dans l'établissement CALVADOS ROGER GROULT implanté clos de la Hurvanière ST CYR DU RONCERAY 14290 Valorbiquet. L'inspection a été annoncée le 20/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a eu lieu suite à la transmission par l'exploitant, en 2022, d'une étude de danger et d'une étude d'incidence. L'objectif était, pour l'inspection des installations classées, d'appréhender le site ainsi que de faire un point sur les évolutions du site depuis la remise des études.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALVADOS ROGER GROULT
- clos de la Hurvanière ST CYR DU RONCERAY 14290 Valorbiquet
- Code AIOT : 0003900336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Calvados Roger Groult est une distillerie de Calvados exploitée depuis cinq générations. L'ensemble du processus de fabrication a lieu sur place. La distillerie est isolée et entourée d'un verger appartenant à l'exploitant. Le pressage, la distillation et le vieillissement ont lieu sur site. La société emploie sept personnes actuellement.

Cet établissement est encadré par un arrêté préfectoral (AP) d'autorisation d'exploiter de 1975, un second AP définissant le plan d'épandage pris en 1989 et un AP complémentaire du 12/06/19 portant sur la remise d'une étude d'incidence et une étude des dangers pour le 31/10/19. En 2016, l'exploitant a demandé le bénéfice de l'antériorité pour les deux rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) suivantes :

2250. Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole;

4755. Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.

Le site est soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 4755-2a, car il a été déclaré plus de 500m³ d'alcool de bouche de TAV supérieur à 40%. La rubrique 2250 relève du régime déclaratif, car il a été déclaré une capacité de production supérieure à 0,5hl/j mais inférieure à 30hl/j.

Les installations visitées sont les suivantes :

le pressoir, la plateforme de réception des pommes, les cuves en inox à l'arrière de la distillerie, la distillerie, la cave Roger Groult, le chai Pierre, le chai Léon, la cave du pressoir, le stock de produits finis et l'unité de mise en bouteille, le stock avec l'IBC d'émulseur.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 5.9.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
5	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 8.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Suivi des épandages	Arrêté Préfectoral du 04/08/1989, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 > II.	Sans objet
2	Eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43 > 2°	Sans objet
3	Prélèvements et consommation d'eau.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a montré une bonne maîtrise des réseaux de son installation. Le carnet d'épandage est tenu à jour conformément aux attentes. Bien que l'enjeu semble relatif, vu le positionnement de l'établissement au cœur de son verger, l'exploitant indique avoir réalisé une étude de bruit. Cette étude est en attente de réception par l'inspection.

Un travail reste à mener concernant la rétention des eaux en cas d'accident sur le site. Bien que l'exploitant soit conscient de cet enjeu, il ne dispose pas, à ce jour, d'une vision claire des solutions pouvant être apportées pour combler l'écart réglementaire. De plus, ce sujet doit être lié à la stratégie globale de défense incendie. Enfin, la situation administrative du site pourrait évoluer, ce qui rend difficile de projeter une solution sans connaître exactement le cadre réglementaire et les textes à appliquer au site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance des réseaux par l'exploitant
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant est en mesure de présenter un plan de son site montrant l'ensemble des réseaux. Les réseaux représentés sur le plan sont les suivants : le réseau d'eaux usées, le réseau d'eaux usées - cidrasse, le réseau d'eaux usées - bacs rafraîchissants, le réseau d'eau pluviale, le réseau d'eau de lavage des pommes, le réseau d'eau potable de la ville et le réseau d'eau de forage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43 > 2°
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance des réseaux par l'exploitant
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan de réseau présenté indique, pour le réseau d'eau pluviale, les points de branchement, les regards, les avaloirs ainsi que l'orientation des eaux pluviales vers le milieu naturel, en l'occurrence le "ruisseau du Val".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prélèvements et consommation d'eau.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des réseaux d'Alimentation en Eau Potable et de forage.
Prescription contrôlée : En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.
Constats : Les dispositifs d'alimentation en eau potable et d'alimentation en eau de forage du site sont équipés chacun d'un dispositif de type "clapet anti-retour".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 5.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des réseaux EP et du milieu naturel si pollution accidentelle.
Prescription contrôlée : Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis se fait, soit dans les conditions prévues au point 5.7 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.
Constats :

Il n'existe actuellement aucun dispositif de protection des égouts publics ou du milieu naturel en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses. L'exploitant indique être en réflexion concernant soit la mise en place d'obturateur ou l'orientation du réseau d'eau pluviale (EP) vers la cuve de cidrasse en cas d'accident.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour répondre à l'exigence du 5.9 de l'annexe I de l'arrêté du 25/05/2012 encadrant l'activité de distillation (rubrique 2250), l'exploitant, sous un délai de quatre mois, enverra à l'inspection la solution retenue, un plan d'action et un planning associé. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'analyse de la situation de façon globale, en lien avec les sujets de défense incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 8.4.

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée, notamment à la demande du préfet, par une personne ou un organisme qualifié si l'installation fait l'objet de plaintes relatives au bruit. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Constats :

L'exploitant nous a indiqué avoir réalisé l'étude de bruit au moment de la rédaction de son étude d'incidence. Cependant, il n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection le rapport de l'étude de bruit lors de la visite d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant enverra par voie électronique la copie du rapport de l'étude de bruit dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Suivi des épandages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/1989, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Cahier de suivi épandage

Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant tiendra un cahier d'épandage indiquant : le jour de l'année, les volumes rejetés correspondants et les parcelles ou portions de parcelle utilisés pour ce rejet.</p> <p>Un contrôle des effluents, effectué par les prélèvements dans l'effluent et dans les eaux réceptrices, est opéré comme suit :</p> <p>1. Conformément au programme ci-après :</p> <p>Deux visites annuelles qui pourront comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un prélèvement de terre ou d'eau résiduaire • la vérification du cahier d'épandage
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un carnet d'épandage détaillé. Ce carnet inclut les informations suivantes : le volume de la citerne utilisé pour l'épandage, la surface de la parcelle pour l'épandage, le numéro et la commune de la parcelle, la date d'épandage, le nom de l'opérateur, ainsi que la quantité épandue. L'exploitant respecte les limitations prescrites par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 04/08/1989, intitulé "Conditions techniques imposées aux rejets et à l'usage des ouvrages", qui impose un volume maximal de 200 m³ à l'hectare par mois. La surface de la parcelle étant de 3,6 ha, l'exploitant est autorisé à épandre un maximum de 720 m³ par mois sur la parcelle. Lors de l'inspection, il a été constaté que les volumes épandus étaient les suivants : 576 m³ en mars 2023 ; 420 m³ entre le 25 avril et le 15 mai 2024 ; et 399 m³ en avril 2025. L'exploitant indique également que les analyses de la cidrasse sont en cours par le laboratoire de contrôle lors de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant enverra à l'inspection le rapport de contrôle de la cidrasse dès réception de celui-ci, sans excéder un délai de un mois à réception du rapport d'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>